

Thierry Baudouin & Michèle Collin

LA VILLE EST PRODUCTIVE ET DÉMOCRATIQUE

Jusqu'à présent, dans ce séminaire, le rôle concret de la cité en tant que nouvelle communauté productive dans la circulation post industrielle reste considéré de manière abstraite ainsi que les pratiques dans cette cité qui sont liées à cette affirmation. Or l'analyse ne peut se limiter à la constatation d'un changement des formes d'exploitation et au positionnement de la ville à la place de l'usine. Il n'y a en effet nullement substitution terme à terme et il faut préciser rapidement d'entrée quelques points essentiels du rapport de l'une à l'autre.

a) LA VILLE ET L'USINE

D'une part, la ville telle que nous l'entendons n'est pas un espace manufacturier dont le capital est, ou pourrait être, propriétaire. Il ne s'agit plus de Clermont-Ferrand ni de Michelin. C'est bien un territoire, c'est-à-dire un espace sujet d'appropriations multiples. Cela implique essentiellement que le rapport frontal antagonique qui caractérisait l'usine industrielle ne suffit pas pour appréhender ce que nous appelons « la ville productive ». On ne peut par exemple dire que la force de travail aurait une capacité cognitive souterraine dans la ville, à la manière dont Mallet, Mothé ou Lodgkine décrivaient encore récemment le savoir non reconnu de la classe ouvrière dans l'usine. L'innovation n'est plus subordonnée au capital comme dans l'usine.

Inversement, le changement de production de richesses, s'il met l'usine en position subalterne, ne la fait nullement disparaître. Tous les gens du Sud, principalement, s'en félicitent qui accèdent ainsi au revenu du travail industriel et, plus avant, à la conflictualité inhérente à la croissance du revenu du travail industriel. Et chez nous aussi, au Nord, des dizaines de millions de gens effectuent des activités matérielles dans des entreprises. Ce n'est nullement résiduel : une part prépondérante des profits du capital est toujours adossée aux marchandises, quoiqu'en dise l'idéologie technocratique du « tout services ».

Tant pour la qualité que pour l'éthique de la réflexion sur le travail, il est impossible d'opposer les composantes matérielle et immatérielle du travail et encore moins d'éliminer la première. Une large partie des manipulations-transformations de plus en plus nombreuses des marchandises se fait à présent sur les lieux même de leur valorisation, au sein des marchés les plus développés. Le travail matériel se trouve intimement liée à la production cognitive, immatérielle, et le fantasme occidentalocentriste d'une délocalisation totale des tâches matérielles vers le sud repose sur une méconnaissance des mécanismes réels de la circulation globale.

Plus le capital peut faire fabriquer n'importe quoi - n'importe où, plus la contextualisation du produit sous une forme et avec des services spécifiques à un marché implique au contraire de lier étroitement des prestations matérielles et immatérielles.

C'est très précisément pour cette raison que la ville, un territoire précisément contextualisé regroupant des compétences et des coopérations multiples, matérielles et immatérielles, est le lieu où ce type de production cognitive se met en œuvre, y compris dans sa dimension proprement matérielle.

L'affirmation de la ville comme productive prend aussi à revers l'idéologie industrielle, tant dans ses dimensions ouvrière que capitaliste, qui confinait « l'urbain » comme un espace parmi d'autres au service de la production. Le capital l'avait réduite depuis le début de l'ère industrielle à ce qu'il dénomme une « externalité positive », c'est-à-dire une ressource gratuite pour l'entreprise de multiples facteurs - qualification, habitat, formation ... qu'Alfred Marschall avait théorisé dès les années 1900 sous le terme péjoratif « d'ambiance ». Les communes ouvrières se concevaient de leur côté comme des enclaves d'exception et de résistance politique, des « forteresses », sans compétences ni stratégies économiques, propres au capital.

À présent, la mutation de la ville comme communauté productive déborde ces divisions spatiales et fonctionnelle : le nouveau procès offre d'énormes opportunités d'action aux acteurs considérés comme externes à l'entreprise, non capitalistes. Non seulement le procès de nature cognitive n'est plus enfermé dans l'usine, mais les coopérations de compétences sur lesquelles il repose désormais sont propres au fonctionnement de la cité, caractéristique de son urbanité même. Animé par une communauté de citoyens aux compétences multiples, ce nouvel appareil social productif peut ainsi devenir un acteur essentiel du procès de circulation.

Mais il s'agit bien d'opportunités, nullement d'un déterminisme, car cela implique de la cité à la fois la pratique des nouvelles formes de production et la compréhension des stratégies qu'elle peut en tirer. Ce n'est pas encore courant et l'on peut distinguer deux types principales de villes qui affirment d'ores et déjà des stratégies vis-à-vis de la circulation globale. Les métropoles internationales de la finance tout d'abord ont été analysées depuis quelques temps par Saskia Sassen.

Mais ces monstrueux archipels disposant du contrôle de l'ensemble des services de circulation numérisés à une échelle globale pourraient sembler elles mêmes des exceptions sans guère d'intérêt pour la plupart des autres cités. Aussi les villes portuaires que nous étudions depuis une vingtaine d'années ont l'avantage de montrer que des cités de dimension plus classique sont tout autant capables de s'affirmer dans la mondialisation. Pas seulement New York ou Hong Kong, mais aussi Gand ou Hambourg, proposent de nouveaux types d'intervention dans l'économie.

Ces villes, du point de vue à présent de leurs citoyens et non plus de la firme, ne sont plus des externalités positives mais bien la structure sociale essentielle de la captation de richesses, quand bien même chacun subit toujours le mode hiérarchique et centralisé des temps industriels dans son entreprise, et quels que soient ses perfectionnements en termes d'intéressement ou de participation.

La relation ville-entreprises n'est plus celle de l'ancienne production/reproduction, au point que l'on puisse même retourner désormais le raisonnement pour faire des entreprises une externalité de la ville .

Pour le moment, la plupart des villes productives de l'ère post fordienne sont donc en gestation, principalement en ce qui concerne leurs organisations socio politiques.

Toute ville n'est, ni ne devient, naturellement productive, pas plus d'ailleurs que le capital n'encourage spontanément le dépassement du commandement autoritaire de ses firmes et du traditionnel antagonisme salarié/patron qui régulait le fordisme.

Nos enquêtes sociologiques révèlent deux processus complémentaires qui président à l'affirmation de la ville comme corps social capable d'actions véritablement économiques. Elle doit à la fois prendre conscience de ses

compétences en procédant aussi aux choix des plus values qu'elle veut produire et des marchés sur lesquels elle peut les proposer.

C'est cette importance du choix qui implique une capacité de gouvernance, c'est-à-dire un retournement complet par rapport à l'ère du gouvernement étatique de l'ère industrielle qui avait fini par nier l'existence même des cités en les rétrogradant au rang de « collectivités locales », tout particulièrement en France. Comprendre tout d'abord que la mondialisation met les villes en concurrence implique en effet de prendre ses distances avec l'ère de la prescription étatique industrielle.

Dans l'ancien marché limité aux frontières nationales, l'État pouvait distribuer les rôles et les fonctions productives en fonction d'un intérêt considéré par lui comme général qui s'imposait aux points de vue locaux. Ni Marseille ni Dunkerque n'ont ainsi eu à donner leur avis sur les délocalisations de la sidérurgie lorraine en bord de mer des années 60, pas plus que Toulouse n'avait été consulté après 14-18 sur le déménagement de l'aéronautique nationale loin des frontières teutoniques.

Pour le pouvoir jacobin, il n'y a pas de ville mais de simples « collectivités locales » chargées seulement d'assurer la « reproduction » des forces de travail ainsi réparties sur le territoire selon le fait du prince et du capital. La mise en concurrence actuelle des cités détruit au moins ce dirigisme étatique en invitant ces dernières à affirmer des stratégies autonomes, propres à leurs capacités et leur culture. L'écroulement du fordisme sous les coups de boutoir des OS, femmes ou immigrés qui refusaient le travail industriel n'est nullement la catastrophe subie que dénoncent conjointement la droite et la gauche.

Fondé sur des coopérations entre acteurs, le mode de fonctionnement de la cité peut alors en effet générer des innovations communes (cf. plus loin Barcelone) qui peuvent parfois s'affirmer alternatives des logiques de profits des multinationales.

b) DE LA COLLECTIVITE LOCALE DE L'ÈRE FORDIENNE A LA VILLE PRODUCTIVE DANS LA MONDIALISATION

Les collectivités locales de l'ère industrielle Durant l'époque industrielle, les deux formes sociales de l'usine et de l'État occupent les fonctions majeures de production et de reproduction en reléguant la ville à une place subalterne. Ce fonctionnalisme cloisonne l'ensemble des activités circonscrites dans des espaces particuliers : des « collectivités locales » et leurs diverses « zones » ont remplacé la ville.

Cette mise à l'écart de la ville doit être appréhendée comme un moment, celui de l'État. Les historiens européens comme Fernand Braudel ou Henri Pirenne ont analysé les grandes économies monde pré industrielles comme organisées autour de villes (portuaires) qui se caractérisaient par leur structures politiques et sociales internes spécifiques fondées sur les capacités d'innovation de leurs citoyens. Chacun connaît la démocratie athénienne et Deleuze a dit ce que Spinoza devait à Amsterdam. L'époque industrielle a structuré un tout autre cadre - un marché national de firmes nationales organisé par un État national qui ne laisse subsister qu'une ville capitale - organisé selon un mode uniforme, à la fois centralisé et hiérarchique.

Le rôle majeur de la société dans l'économie globale La mondialisation brise l'organisation industrielle nationale par l'instauration d'un marché global.

D'une part, les deux anciens acteurs dominants du marché national doivent s'adapter en acquérant une dimension continentale ou globale = Les États

perdent beaucoup de leurs anciens monopoles en devant créer des institutions de niveau fédéral comme l'UE, le NAFTA, le Mercosur... Les firmes acquièrent de leur côté une taille globale pour fournir des marchés transnationaux.

D'autre part, le nouveau procès de circulation transforme aussi radicalement la production. L'important n'est en effet plus la fabrication d'un bien - on fabrique n'importe quoi, n'importe où -, mais sa marchandisation : Le profit, la plus value se réalisent à travers les multiples services spécifiques qui accompagnent sur chaque marché une marchandise désormais contextualisée.

Cela veut dire que plus l'économie se globalise, plus une multitude de facteurs culturels propres à chaque marché devient essentielle. Plus l'économie se globalise, plus le sociétal joue un rôle important dans l'économie. Les compétences matérielles et immatérielles vont s'hybrider d'une part et la multitude des marchés interdit aussi à la firme de posséder toutes les compétences nécessaires qui ne sont plus seulement productives et techniques mais aussi, et surtout, sociales et culturelles.

Les villes acteurs économiques

Les métropoles sont, dans ce contexte, les lieux d'interfaces entre la firme globale et les marchés, qui regroupent la totalité des compétences techniques et culturelles nécessaires à ce processus de marchandisation-contextualisation.

Pour l'adaptation technique du bien et la fourniture de services contextualisés, les villes peuvent être considérées comme une méga entreprise virtuelle rassemblant les multiples qualifications dont la multinationale a besoin pour pouvoir vendre son produit sur un marché spécifique.

Les villes doivent tout d'abord construire ce rôle d'interface en possédant des branchements multimodaux, des ports -informatiques, maritimes, fluviaux, ferroviaires ou aériens - qui les mettent en communication immatérielle et physique avec tous les marchés et firmes du monde . Quoi qu'en dise la technocratie occidentale, l'économie immatérielle est en effet intimement liée aux marchandises, à la production matérielle, et ses fantasmes de vouloir entièrement délocaliser cette dernière pour monopoliser ici les seuls services « à haute valeur ajoutée » rejoignent bien malheureusement la pensée des théoriciens qui analysent la substitution totale du travail matériel par l'autre. L'avance des villes portuaires sur les autres villes tient tout au contraire principalement au fait qu'elles manipulent les marchandises en concentrant en même temps les circulations de biens et d'informations.

La démocratie productive dans la ville génère des stratégies alternatives

La ville n'est pas une usine parce qu'elle ne fonctionne pas selon les anciens principes hiérarchiques et centralisés de la production industrielle. Les modes d'organisation sociopolitique et la gouvernance qui se mettent en place aujourd'hui sont déterminants pour les capacités de choix et d'innovations en matière de stratégies économiques des cités La ville doit en effet faire dorénavant des choix en ce qui concerne les secteurs d'activités où elle peut apporter des plus values aux flux en circulation, en fonction de ses compétences.

Ces choix déterminent l'apparition de nouveaux concepts qui marquent les tentatives de passage de la cité de la seule reproduction à la ville productive

: projet (en opposition à la planification de l'ère industrielle), invention, coopération, réflexibilité, innovation... désignent de nouvelles formes de gouvernance dans la ville. Ces notions peuvent être réduites, comme en France, par un État cherchant à relooker ses prescriptions urbaines autoritaires en termes de management et de participation.

Ailleurs, elles révèlent tout un processus de mobilisation des capacités créatives des acteurs de la ville. Motrices constituantes d'une nouvelle modernité, ces pratiques mêlent nécessairement le social, l'économique et le politique, jadis séparé dans l'ère industrielle. Ce sont ces processus démocratiques qui fondent notre hypothèse d'une démocratie directement productive dans la ville post fordiste.

Chaque ville invente ses propres dispositifs démocratiques pour accroître sa productivité et ses richesses selon ses capacités et sa contextualisation, mais nos recherches révèlent néanmoins une procédure commune à toutes ces villes. Le nombre très important de compétences matérielles et immatérielles d'artistes, élus, habitants, patrons, syndicats, universitaires ... qui participent au débat et s'y confrontent fonctionne nécessairement au conflit et au disensus.

Cela implique l'expression publique de ces points de vue très divers et contradictoires, indispensables pour une énonciation des enjeux et stratégies pouvant être mis en jeu dans la ville. Fondement essentiel d'une démarche démocratique, les débats publics au sein de la cité est une marque... dont les collectivités locales françaises restent largement privées comme le montre par exemple à Paris d'une façon caricaturale le projet de rénovation des Halles .

Aussi n'y a-t-il pas de ville active dans la circulation mondiale sans une presse importante dans laquelle les citoyens prennent position sur ces problèmes. Cette expression est d'autre part directement productive puisque chacun connaît la nécessité d'inventer des solutions capables de faire prospérer le territoire de la cité.

Ces solutions, issues souvent de conflits rudes et longs au sein de la ville, ne sont nullement limitées aux aménagements urbains pour concerner la quasi totalité des activités des entreprises. Au point d'en venir parfois à constituer aussi des alternatives aux modes de gestion des multinationales.

Dans le domaine des activités économiques, villes et firmes multinationales ont en effet un rapport au monde parfaitement distinct. Les villes ne sont pas globales comme visent à le devenir les firmes, mais tout au contraire précisément contextualisées. Pour cette raison, les acteurs des cités sont notamment les premiers à être conscients de la nécessité d'un développement non seulement moins polluant mais aussi durable de leurs activités. Les villes proposent notamment des solutions logistiques durables, souvent maritimes et fluviales, qui s'opposent aux gaspillages énormes de la circulation globalisée.

C'est pour cette raison que la distinction traditionnelle entre les activités sous domination capitaliste et d'autres considérées comme libres et autonomes perd son sens, quand bien même certains s'accrochent désespérément à son confort. En même temps que l'économie se répand partout, la société civile y gagne en puissance pour imposer ses points de vue dans tous les domaines jadis réservés du capital et de l'État. Il est impossible de continuer d'opposer systématiquement le micro et le macro, la lutte et la collaboration, l'alternatif à l'institué..., sous peine de ne pas saisir une large part des mutations qui voient la ville devenir un acteur économique.

C'est à présent principalement de l'intérieur que la logique capitaliste est remise en cause, sans drapeau rouge ni même parfois de revendications, dans un processus où il est assez vain de toujours vouloir distinguer clairement les mouvements vraiment alternatifs. Entre les institutions qui évoluent et les micros mouvements qui proposent, les liens sont à présent complexes sans qu'on puisse impérativement dresser le vieil antagonisme d'hier.

c) DEUX CAS CONCRETS : PARIS - ROISSY et BARCELONE

Ces cas sont proches et comparables afin de mettre en valeur l'aspect démocratique essentiel qui différencie leurs stratégies et leurs résultats en matière de développement.

ROISSY, en extraterritorialité complète avec les villes et la métropole, est un instrument aux mains de l'État qui en nomme les dirigeants parmi un corps d'ingénieurs d'État et en élabore les stratégies. Aucun élu de « collectivité locale » ne participe à sa gestion ni à sa gouvernance. (et la « privatisation » n'y change rien). Leurs seules interventions sont de nature environnementale, contre le bruit, dans une relation antagonique totalement improductive puisque l'aéroport se développe toujours d'une façon autonome sans relation avec les villes environnantes.

L'isolement est tout autant physique puisque les liens routiers et métropolitains directs sont aussi avec la capitale d'où vient l'essentiel de la main d'œuvre. Elle est en effet sélectionnée pour une fonction d'aéroville de services annexes au transport de passagers, du genre zone franche pour objet de luxe, free/tax, qui sont cantonnés dans l'enceinte de l'aéroport (sauf Villepinte) Les services marchandises sont délaissés, bien qu'ils accusent un énorme taux de progression avec la mondialisation et, surtout, qu'ils exigent une très nombreuse main d'œuvre, à la fois qualifiée (logistique, informatique...) et moins qualifiée (manipulation, transport). Que disent et exigent les villes avoisinantes (PC ou PS), riches de taxes professionnelles et championnes du chômage ? Où est le débat sur les modes de développement de Roissy ?

BARCELONE, avec la notion de Plan stratégique, depuis les années 90, élabore de véritables stratégies qui mêlent les anciennes fonctionnalités cloisonnées de l'ère industrielle, économique, sociale et politique pour s'imposer comme la métropole centrale de l'Europe du Sud. On sait que culture, architecture, patrimoine participent tout aussi activement à l'affirmation de la cité.

Les JO n'ont ainsi pas généré qu'une simple politique urbaine = Les friches industrielles portuaires du centre ville sont certes rénovées en waterfront classique mais les quartiers populaires (Barcelonetta...) sont préservés et, surtout, les bénéfices immobiliers sont réinjectés pour la construction d'un nouveau port près de l'aéroport.

Barcelone est aujourd'hui le 1° pôle logistique de l'Europe du Sud, très loin devant le Fos-Marseille du fordisme français. Elle vend son savoir faire en matière de métropole économique et culturelle dans les villes du monde entier.

La différence est propre à la démocratie = la cité d'un point de vue politique, la polis, est aujourd'hui directement productive. Les « externalités positives » que les compétences multiples de la ville représentaient pour les firmes deviennent directement productives pour la cité, à condition du moins qu'un processus démocratique les fasse à présent coopérer pour le développement d'un territoire commun.

C'est pourquoi dans la métropole catalane, beaucoup des Barcelonais participent à chaque plan quinquennal. La ville de ce point de vue représente en définitive la capacité de rendre productif l'ensemble des disensus qui s'affirment. Il n'y a pas dans ces villes productives de consensus édicté par une puissance publique surplombante. D'un point de vue de sociologue, ce qui distingue d'abord une métropole d'une collectivité locale ce sont avant tous ses conflits qu'on peut lire dans sa presse.

Thierry Baudouin & Michèle Collin